

Les négociations du Brexit entrent dans la phase décisive

- Les Vingt-sept veulent que les bases d'un accord soient fixées lors du sommet des 17 et 18 octobre.
- La question irlandaise reste le principal obstacle.
- Theresa May doit composer avec les durs de son camp.

Les partisans d'un Brexit dur jouent leur va-tout

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Plus l'hypothèse d'un accord entre le gouvernement britannique et l'Union européenne sur le Brexit devient crédible, plus les différents protagonistes de la politique britannique lèvent la voix. Jeudi soir, le quotidien *The Financial Times* a expliqué que la Première ministre Theresa May va proposer aux Européens de garder momentanément le Royaume-Uni au sein de l'union douanière, après la période de transition post-Brexit qui se terminera le 31 décembre 2020. Les affirmations du *Financial Times* n'ont pas été confirmées par le gouvernement mais font écho à celles faites il y a deux semaines déjà par le quotidien *The Times*. Cette option est avancée afin de donner le temps aux deux parties de trouver un accord sur la frontière entre les deux Irlandes. En effet, dans l'hypothèse où aucune autre solution crédible ne serait trouvée, l'Union européenne insistera pour la mise en place du *backstop*, sur lequel les deux parties s'étaient entendues en décembre 2017. La province britannique d'Irlande du Nord resterait alignée sur une partie des règles du marché intérieur et de l'union douanière, pour éviter le retour de contrôles des marchandises à la frontière entre l'Irlande du Nord et l'Irlande.

Depuis jeudi soir, nombreux sont ceux à exprimer leur opposition au maintien temporaire du Royaume-Uni dans l'union douanière. Le député Andrea Jenkyns a ainsi qualifié cette idée d'*"ul-time trahison"* du vote populaire en faveur du Brexit. Le maintien dans l'union douanière rendrait impossible pour le Royaume-Uni la conclusion d'accords commerciaux avec des pays tiers.

Au moins deux ministres envisageraient de leur côté de quitter le gouvernement en raison de l'absence de date limite de sortie du Royaume-Uni de l'union douanière.

Le DUP nord-irlandais menace Theresa May

Les principaux opposants au supposé plan de Theresa May s'avèrent pourtant être les unionistes nord-irlandais, favorables au rapprochement le plus poussé entre l'Ulster et le reste du Royaume-Uni. Rien de nouveau à cela: Arlene Foster, la dirigeante du principal parti d'Irlande du Nord, le Parti démocratique unioniste (DUP), s'oppose à ce que l'Irlande du Nord dispose d'un statut diffé-

rent des autres nations du Royaume-Uni (l'Angleterre, l'Écosse et le pays de Galles). L'un de ses députés a ainsi assuré jeudi que si les conservateurs "*décident de se plier aux demandes déraisonnables et non nécessaires de Bruxelles*", son parti pourrait voter dans deux semaines contre le projet de budget du gouvernement britannique.

Les conditions posées par ce parti mineur se révèlent être un véritable casse-tête pour Theresa May. Depuis l'élection de juin 2017, lors de laquelle le parti conservateur a perdu sa majorité aux Communes, la Première ministre gouverne grâce au soutien formel du DUP. Afin de calmer les craintes des troupes unionistes d'Arlene Foster, la Première ministre serait en train de négocier une extension de la période de transition. Ce laps de temps serait suffisant pour obtenir la signature et la ratification d'un accord commercial avec l'UE qui, espère Londres, réglerait la question de la frontière irlandaise et empêcherait donc l'Irlande du Nord de devenir une entité marginale au sein du Royaume-Uni.

Les Brexiters vont perdre leur influence démesurée

Aussi tonitruantes qu'elles soient, ces interventions des *Brexiters* radicaux et des unionistes ex-

posent à la fois leur force et leur faiblesse. Ces groupes disposent d'une influence démesurée sur la politique gouvernementale par rapport à leur représentation véritable (dix députés pour le DUP, une quarantaine pour les Brexiters), liée à l'absence de majorité du gouvernement aux Communes. Ils veulent donc profiter au maximum de leur influence, tant qu'il est encore temps, sur la définition des grandes lignes du Brexit.

Sans doute se doutent-ils qu'une fois que Theresa May aura dévoilé son plan définitif et qu'elle se sera entendue avec les dirigeants européens, il sera alors trop tard pour eux. Appelés à voter sur l'éventuel accord au Parlement de Westminster, les députés unionistes et Brexiters se retrouveront en effet dos au mur et face à leurs responsabilités. Soit entre rejeter le plan de Theresa May au risque de menacer le Brexit lui-même et de favoriser l'arrivée au pouvoir du Parti travailliste ; soit endosser son plan aussi imparfait soit-il à leurs yeux pour assurer la sortie du pays de l'Union européenne. Face à l'idéalisme, l'heure du pragmatisme aura alors sonné.

L'Union européenne accentue la pression sur le Royaume-Uni

Lost in translation. Le cours de la livre sterling a sursauté, en milieu de semaine, après que des propos tenus, en français, par le négociateur en chef du Brexit pour l'Union européenne, Michel Barnier, ont été mal interprétés outre-Manche. Certains ont entendu que le Français avait annoncé qu'un accord était "à portée de main" ("*within reach*"), mercredi à Bruxelles, lors d'une réunion des représentants des entreprises européennes. Or, ce que M. Barnier a dit est ceci: "*Les négociations avec le Royaume-Uni se poursuivent cette semaine de manière intensive, jour et nuit, dans l'objectif fixé par les dirigeants des Vingt-sept que l'accord soit 'à portée de main' au moment du Conseil européen du 17 octobre, mercredi prochain*".

La semaine à venir s'annonce décisive. Lors du sommet informel de Salzbourg

du 20 septembre dernier, les chefs d'État et de gouvernement des Vingt-sept ont clairement indiqué à la Première ministre britannique Theresa May que le Conseil européen d'octobre "sera le moment de vérité pour les négociations sur le Brexit". Il ne reste en effet plus que cinq mois avant la date couperet du 29 mars 2019, à laquelle le Royaume-Uni sortira de l'UE (sauf extension des négociations).

L'UE veut conclure. Maintenant

"*Il nous faut [...] des progrès substantiels, dont nous devrions pouvoir prendre acte la semaine prochaine*", a répété le président de la Commission, Jean-Claude Juncker dans un entretien accordé au quotidien *Le Monde*. Ce n'est qu'à

cette condition que le président du Conseil européen, Donald Tusk, convoquera un nouveau sommet, le week-end des 17 et 18 novembre, pour finaliser les derniers détails. Personne ne le dit trop haut, mais la réunion de décembre pourrait être le sommet de secours.

Après, le temps manquera pour rédiger le traité sur l'accord de retrait, le faire approuver formellement par les Vingt-sept et ratifier par le Parlement européen et le Parlement britannique.

M. Barnier a souligné mercredi que l'UE et Londres se sont entendus "sur 80 à 85 % de l'accord de retrait". "Cependant, les questions les plus difficiles ont été laissées pour la fin", a ajouté le Français: la gouvernance de l'accord, qui doit être confiée à la Cour de justice de l'UE, selon les Européens; la protection des indications géographiques des produits européens outre-Manche et, *last but not least*, la question de la frontière irlandaise.

C'est, de loin, le sujet le plus épineux (lire ci-contre). Le Royaume-Uni ayant choisi de sortir du marché unique et de l'union douanière, l'Union veut que Londres approuve la solution du *backstop*. Soit le maintien d'une convergence réglementaire de l'Irlande du Nord avec l'UE, pour éviter la réinstallation d'une fron-

tière dure sur l'île d'Irlande, jusqu'à ce que soit mise en œuvre une autre solution crédible... qui pourrait ne jamais être trouvée.

Theresa May, pour sa part, a absolument besoin d'un accord sur le cadre global de la relation future entre l'UE et son pays. Pour pouvoir défendre l'accord de retrait devant le Parlement de Westminster et au sein de son parti conservateur. Mais aussi dans l'espoir qu'il contiendra des éléments permettant de régler le problème irlandais. Oui mais: son plan dit de *Chequers*, sur cette future relation, qui prévoit la poursuite de la libre circulation des biens entre l'UE et le Royaume-Uni, ainsi que le maintien temporaire de ce dernier dans une sorte d'union douanière, a été repoussé par les Vingt-sept à Salzbourg.

Un week-end de négociations

Les négociateurs ne vont guère profiter de leur week-end. L'objectif est d'arriver à un projet d'accord de retrait d'ici lundi. Il serait soumis aux sherpas des États membres, avant d'être étudié par les ministres des Vingt-sept chargés des Affaires européennes, mardi. L'absence de projet d'accord obligera-t-elle les leaders européens à constater que les négociations sont en situation d'échec, mercredi soir? "Difficile à dire. Ce n'est jamais blanc ou noir", avance une source proche des débats. Il n'est qu'une seule certitude: bien qu'elles s'y préparent, les deux parties redoutent le scénario catastrophe d'un *no deal*.

Olivier le Bussy

"Il nous faut [...] des progrès substantiels."

Jean-Claude Juncker
Président de la Commission européenne, dans un entretien au journal "Le Monde".